

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 04/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE**

Raffinerie de Provence  
La Mède BP 90020  
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX  
13220 Châteauneuf-les-Martigues

Références : FR/JPP-D-1308-2024  
SPR/1234/2024  
Code AIOT : 0006401056

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an.

Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

### Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,4,2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rapports des campagnes de surveillance des eaux souterraines du site, réalisées en 2023, n'ont pas été transmis à l'inspection. Elles seront à transmettre sous 1 mois suivant la date de réception du présent rapport.

Des tests sont par ailleurs en cours pour mieux comprendre les voies de transfert possibles des sources de pollution au droit des zones vulnérables du site, comme préconisé par le BRGM dans sa tierce expertise (BRGM, juin 2019) de l'Étude hydrogéologique du site (ANTÉA, déc. 2011).

Le plan d'action, détaillé dans la fiche de constat 1 du présent rapport, devrait être finalisé en 2025; les éventuelles suites à y donner seront alors discutées avec l'exploitant, une fois les conclusions du rapport connues.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,4,2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation de l'étude hydrogéologique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant soumet l'étude hydrogéologique référencée A65027/B en date du 21 décembre 2011 à l'avis d'un expert reconnu en matière d'hydrogéologie. L'analyse de l'expert en hydrogéologie a pour objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'évaluer la suffisance et l'efficacité du voile étanche de l'établissement. L'expert pourra notamment considérer les résultats de la surveillance des eaux souterraines réalisées depuis cette étude ainsi que la mise en sécurité ou le démantèlement d'unités ou d'équipements dont la mise à l'arrêt définitif a été notifiée au préfet ;</li><li>- d'évaluer le bien fondé des propositions de travaux d'étanchéité de l'exploitant au regard des dispositions de l'article 22-1-2 de l'arrêté du 03/10/2010. Dans son évaluation, l'expert doit être en mesure d'attester de l'absence de voie de transfert vers une nappe exploitée ou susceptible d'être exploitée, pour des usages agricoles ou en eau potable ou vers la zone sensible que constitue l'étang de Berre, notamment lorsque ce critère est utilisé par l'exploitant pour exempter certaines rétentions de travaux d'étanchéité.</li></ul> L'expert reconnu en matière d'hydrogéologie pourra être amené à faire des préconisations. Le choix de l'expert reconnu en matière d'hydrogéologie sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. L'avis de l'expert reconnu en hydrogéologie devra être remis à l'inspection des installations classées dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Dans sa tierce expertise (BRGM, juin 2019) de l'Étude hydrogéologique du site (ANTÉA, déc. 2011), le BRGM avait recommandé la réalisation de piézomètres (PZ) supplémentaires au niveau des zones vulnérables. A cet effet, en plus des 20 ouvrages soumis à surveillance prescrite par AP du 16/05/ 2018, une dizaine de PZ destinés à mener une surveillance supplémentaire sur les zones vulnérables du site (c'est à dire les zones pour lesquelles l'efficacité du voile étanche est considérée comme peu efficace = partie Ouest de la nappe des calcaires) a été implantée. Les résultats des campagnes de mesures déjà réalisées pour ces nouveaux PZ, dont leur localisation sera précisée sur plan, seront transmis à l'Inspection (cf fiche constat 2)  Par ailleurs, le plan d'action suivant est en cours sur ces zones vulnérables : <ul style="list-style-type: none"><li>• Réalisation d'un bail down test (test d'épuisement / réalimentation) sur 8 ouvrages des calcaires = 3 campagnes tous les 2 mois</li><li>• Mesures en continu des épaisseurs de flottant et du niveau d'eau sur 2 ouvrages des calcaires pendant 12 mois</li><li>• Prélèvement et analyses de la phase pure flottante</li><li>• Prélèvement et analyse des eaux souterraines</li><li>• Réalisation d'un essai de puits de 8h sur 1 ouvrage avec suivi de la remontée (perméabilité)</li><li>• Interprétation et schéma conceptuel comprenant :<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Caractérisation et datation des HC (phase pure et dissoute)</li><li>✓ Interprétation des bail down tests pour déterminer la transmissivité à l'huile (capacité de récupérer les HC)</li><li>✓ Evaluation quantitative du potentiel de mobilité de la phase pure flottante</li><li>✓ Evaluation qualitative du potentiel de mobilité de la phase dissoute</li></ul></li></ul>

<p>✓ Réalisation du modèle conceptuel hydrogéologique et hydrogéochimique du site</p> <p>La finalisation de cette étude est prévue fin 2025 (pour avoir des séries de test suffisamment représentatives).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le rapport reprenant les investigations réalisées et les conclusions du plan d'action en cours au niveau des zones vulnérables du site sera transmis dès réalisation (avant fin 2025)</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effets sur les eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 10.2.3.1. Effets sur les eaux souterraines</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après....</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement.</p> <p>L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.</p> <p>Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>La qualité des eaux est également vérifiée au minimum deux fois pendant les sept jours suivant chaque perte de confinement notable affectant</p> <p>10.3.1 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance</p> <p>Pour ce qui concerne le suivi de la qualité des eaux souterraines, les résultats de chaque campagne d'analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées au plus tard deux mois après la date de réception des résultats. La présentation de ces résultats se fera sous forme de tableau synthétique comprenant aussi une colonne avec les valeurs guides ou de référence et, en annexe, la copie des certificats d'analyse.</p> <p>A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une comparaison amont/aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;</li> <li>- l'évolution des résultats par rapport, au minimum, aux quatre années précédentes et au fonctionnement de l'hydrosystème.</li> </ul> <p>L'interprétation des résultats se base sur des valeurs guides adaptées et une comparaison des résultats avec des valeurs de référence (SDAGE, SAGE, arrêté ministériel du 17 décembre 2008, etc.).</p> <p>En cas d'évolution défavorable, une modification du programme peut se faire dans le sens d'une sévénisation de la surveillance (augmentation de la fréquence des prélèvements, etc.) en concertation avec l'exploitant et l'inspection des installations classées.</p>

**Constats :**

Les rapports des campagnes d'analyses réalisées en juin et décembre 2023 n'ont pas été communiqués à l'inspection des installations classées. Ils seront adressés à l'Inspection, accompagnés de l'analyse de l'exploitant, selon les dispositions prévues par l'article 10.3.1 de l'AP du 16/05/2018 visé en référence. Comme précisé dans la fiche de constat 1, les résultats des campagnes des nouveaux PZ implantés au droit des zones vulnérables seront intégrés aux rapports susvisés.

Les caractéristiques connues des PZ (hauteur des crépines,...) et du voile de drainage seront également mentionnées.

la visite sur site des ouvrages suivants : RP19, RP20S, PZ10-1 et PZB-1 n'a pas mis en évidence de remarques particulières (ouvrages fermés par un capot, intérieur visible des tubes non obstrués).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- transmission des rapports des campagnes d'analyses des eaux souterraines réalisées en juin et décembre 2023 selon les dispositions prévues par l'article 10.3.1 de l'AP du 16/05/2018 visées en référence, sous 1 mois, incluant les résultats des campagnes des nouveaux PZ implantés au droit des zones vulnérables
- Transmission des caractéristiques connues des PZ (hauteur des crépines,...) et des dispositifs du voile de drainage sous 1 mois

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois